

**XXVI^{ème} session de l'Assemblée régionale Europe (ARE)
Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)**

***A l'occasion des travaux consacrés à
« La guerre hybride un danger pour la sécurité et la démocratie »***

Allocution de
Dr. David Bongard, h.c.
Représentation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour
l'Europe centrale et orientale

Pristina (Kosovo) du 10 au 14 novembre 2024

Monsieur le Président de l'Assemblée de la République du Kosovo,
Madame la Déléguée régionale Europe de l'APF,
Mesdames et Messieurs les députés et sénateurs,
Mesdames et Messieurs les experts,
Mesdames et Messieurs,

Au nom de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), je tiens à remercier Madame la Déléguée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) pour son aimable invitation et le Président (ou son/sa représentant.e) de l'Assemblée de la République du Kosovo, pour l'accueil qui nous est réservé à l'occasion de cette 36^{ème} session de l'Assemblée régionale Europe de l'APF.

Ma présence et cette invitation s'inscrivent dans le cadre de la relation fructueuse qu'entretiennent l'OIF et l'APF, dont la complémentarité des réseaux et des initiatives renforce l'efficacité et la pertinence des actions au bénéfice des populations francophones, présentes sur les 5 continents.

Si le cœur battant de la Francophonie, par son histoire et sa démographie, se situe sur le continent africain, le continent européen et la région des Balkans ne sont pas en reste. L'Europe, dans sa diversité culturelle et linguistique particulièrement riche, connaît un élan et une réelle dynamique francophone. C'est vrai tant des populations européennes qui comptent un nombre important de locuteurs et d'apprenants du français, comme de leurs gouvernements qui s'engagent au sein de la Francophonie, en portant avec eux la défense des valeurs de démocratie, de paix et de solidarité, et un attachement exigeant au multilatéralisme.

A cet égard, je me félicite que soit organisée cette session de la Région Europe, dans ces locaux de l'Assemblée de la République du Kosovo.

La, ou devrais-je dire, les thématiques de manipulation de l'information, des cyberattaques, des ingérences étrangères et d'instrumentalisation de l'histoire qui nous réunissent aujourd'hui occupent une place essentielle dans les réflexions et les actions portées par l'OIF. Ces sujets, bien que certains d'entre eux ne sont pas vraiment nouveaux dans leur nature, concernent, à des degrés et des paramètres divers, l'ensemble de l'espace francophone. C'est la raison pour laquelle nos États et

gouvernements ont adopté, lors de la 44^{ème} Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) réunie à Yaoundé (Cameroun), en novembre 2023, une nouvelle programmation 2024/2027 recentrée sur 20 projets. Le programme stratégique (2) qui vise à mettre notre langue française en partage au service de la démocratie et de la gouvernance consacre un projet (P11) entièrement dédié à « la prévention et à la lutte contre les désordres de l'information ».

L'OIF a fait un constat. Les désordres de l'information – la désinformation, la mésinformation, la mal-information, les discours de haine– constituent un fléau mondial amplifié par les technologies numériques, auquel n'échappe aucun pays de l'espace francophone. Le développement massif des plateformes en ligne et de l'accès à Internet accentue ces désordres, et facilitent les velléités d'ingérences étrangères qui visent à déstabiliser nos systèmes démocratiques, parfois anciens ou encore en construction.

Ces désordres risquent de connaître une croissance exponentielle avec l'intelligence artificielle générative qui renforce déjà la création et la diffusion à grande échelle d'informations falsifiées à des niveaux de détails sans précédents. Ces désordres menacent le bien-être des populations et le respect des droits de l'Homme. Ils sapent la confiance des citoyens dans les médias traditionnels, dans les institutions, favorisent la polarisation, fragilisent la cohésion sociale. Ce faisant, ils nuisent sérieusement aux processus démocratiques en réduisant le pluralisme de l'information nécessaire aux citoyens pour prendre des décisions éclairées.

La lutte contre les désordres de l'information dans l'espace francophone est donc cruciale, d'autant plus si l'on tient compte de la diversité des contextes politiques, culturels et linguistiques. Si cette lutte est devenue un enjeu mondial, les réponses au niveau local nécessitent d'être, quant à elles, adaptées et intégrées, car ces phénomènes se propagent dans des espaces politiques, culturels et linguistiques spécifiques. Ce projet vise précisément à créer les conditions de production et de diffusion d'une information de meilleure qualité, afin de renforcer la gouvernance démocratique et l'État de droit au sein de l'espace francophone. Du point de vue de la Francophonie, un défi essentiel est donc le renforcement des réponses sensibles aux réalités du terrain.

Il est de ce point de vue nécessaire de construire à la fois une approche globale au niveau multilatéral, en tant que groupe francophone, ainsi que des approches différenciées en fonction des contextes locaux, en particulier pour la vérification des faits, l'éducation aux médias et à l'information, ainsi que la recherche.

Ainsi, depuis 2021, l'OIF a soutenu le renforcement de capacités des acteurs de la société civile, notamment en soutenant des projets de jumelages entre initiatives francophones de lutte contre la désinformation qui ont permis à plus de 40 organisations de 15 pays différents de mutualiser leurs compétences au bénéfice d'une meilleure intégrité de l'information, bénéficiant à près 700 journalistes et 4000 acteurs de la société civile. Elle a également mis en place la plateforme ODIL (odil.org), plateforme francophone des initiatives de lutte contre la désinformation qui fédère et valorise plus de 100 initiatives sur plusieurs continents, propose des ressources de formation et des podcasts ainsi qu'un portail d'information sur les politiques publiques développées dans les Etats et gouvernements membres de la Francophonie.

Ce recensement des politiques publiques disponible sur ODIL a été accompagné de la publication, en 2022, d'un Etat des lieux des politiques publiques francophones de lutte contre la désinformation dont la 2^e édition sera disponible d'ici la fin de l'année, grâce notamment au concours de l'APF que nous remercions pour sa précieuse collaboration. L'enjeu du développement et de l'amélioration des politiques publiques est en effet un enjeu central au regard des défis que posent les manipulations de l'information et leur intensification dans le contexte actuel. C'est pourquoi l'OIF a souhaité développer un accompagnement spécifique des Etats et gouvernements de la Francophonie notamment à travers le déploiement de mission d'expertises d'évaluation destinées à faire des recommandations opérationnelles dans le but de renforcer les politiques publiques de lutte contre la désinformation et donc la résilience des Etats et des sociétés. Dans la région, la République de Moldavie, en 2022, et l'Arménie, en 2024, ont pu bénéficier d'un tel accompagnement.

L'amélioration des politiques publiques de lutte contre les désordres de l'information passe également par le développement de réponses globale en mesure de répondre au défi que pose la régulation des plateformes numériques. C'est ainsi qu'à travers la mobilisation d'une diversité d'expériences et d'expertises issues de la Francophonie, l'OIF a contribué à l'élaboration des *Principes de gouvernance des plateformes numériques* publié par l'UNESCO en 2023 ainsi qu'à l'élaboration des *Principes des Nations Unies pour l'intégrité de l'information* publié en juin dernier en amont de l'adoption du Pacte numérique mondial. Soulignons par ailleurs l'adoption encourageante, en avril 2024, d'un protocole d'engagement de plateformes numériques (Meta, X, Tik Tok) avec les régulateurs des médias francophones et africains à Abidjan (Côte d'Ivoire), dont nous soutiendrons les développement dans les prochains mois, notamment en lien avec l'*Appel de Villers-Cotterêts pour un espace numérique intègre et de confiance dans l'espace francophone* adopté par les Chefs d'Etats et de gouvernements à l'occasion du Sommet

de la Francophonie tenu en octobre dernier qui encourage justement les plateformes numériques à s'engager davantage vers plus de transparence, de modération des contenus, de protection des sociétés et des usagers, d'inclusion numériques et de formation des utilisateurs.

Mesdames et messieurs,

En m'exprimant dans cette enceinte et travaillant au service de la Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale, basé à Bucarest, en Roumanie, je ne peux m'empêcher d'avoir en tête les récentes échéances électorales en Géorgie et en République de Moldavie, toutes deux marquées par diverses campagnes de désinformation et de tentatives d'ingérence étrangère passant par les moyens modernes de communication.

A l'invitation de la Commission électorale centrale de la République de Moldavie, la Secrétaire générale de la Francophonie a dépêché une Mission électorale de la Francophonie (MEF) à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle et du référendum constitutionnel du 20 octobre, et du deuxième tour le 3 novembre, en République de Moldavie.

L'enjeu de la désinformation a été relevé par de nombreux interlocuteurs auprès de la MEF en Moldavie.

Au-delà de la MEF déployée à l'occasion de cette échéance électorale, l'OIF accompagne les autorités moldaves tout au long de l'année...

Elle a ainsi soutenu depuis fin 2022, à la suite de la mission d'évaluation évoquée plus tôt, le renforcement de capacité du Conseil audiovisuel moldave pour la définition d'une méthodologie de monitoring de la désinformation, la formation de son personnel ainsi que l'élaboration d'un guide de monitoring des médias en période électorale.

Mesdames et Messieurs,

En conclusion, je tiens à renouveler mes remerciements au Président de l'Assemblée de la République du Kosovo pour son accueil chaleureux, ainsi qu'à Madame la Déléguée régionale Europe de l'APF pour cette invitation. Les discussions menées au cours de ces deux jours permettront, j'en suis certain, de mieux cerner ces enjeux essentiels et de

souligner l'importance d'une réponse commune et coordonnée au sein de l'espace francophone.

Les initiatives de l'OIF, notamment le programme de lutte contre les désordres de l'information et la plateforme ODIL, illustrent notre engagement collectif pour la préservation de l'intégrité de l'information, pilier fondamental de nos démocraties. Nous avons également relevé la nécessité d'adapter ces réponses aux spécificités locales, tout en favorisant une coopération globale.

Je remercie chacun pour son engagement et ses contributions. Ensemble, poursuivons nos efforts pour renforcer la résilience de nos sociétés et promouvoir une information de qualité, vecteur de cohésion et de confiance.

Merci.

